

Éthique ou esthétique?

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Le Comité parlementaire d'éthique a-t-il été créé pour garantir que les élus et le gouvernement fédéral agissent de manière éthique et morale ? Ou bien pour dissimuler leurs manquements et leurs indiscretions afin de redorer l'image du gouvernement ? Vous conviendrez sans doute que l'objectif était de promouvoir l'éthique. Apparemment, les membres libéraux du Comité n'ont pas reçu le mémo. Ils semblent davantage se soucier des directives du Cabinet du Premier Ministre.

Le scandale du sauvetage des promoteurs de condominiums (faute de mieux) est une affaire qui prend de l'ampleur et que le Comité d'éthique devrait examiner de près. Malheureusement, elle implique des violations de l'éthique – ou du moins une perception de telles violations – au plus haut niveau. L'annonce récente par le Premier Ministre d'une intervention conjointe du gouvernement fédéral et du gouvernement de la Colombie-Britannique, dirigé par le Premier Ministre Eby, pour soulager les difficultés de certains promoteurs de condominiums de la province a suscité l'étonnement, et à juste titre. L'engagement commun de 3,2 milliards de dollars pour l'achat de condominiums invendus et à prix élevés est loin d'être anodin, surtout lorsqu'il vise à éviter que les promoteurs ne perdent de l'argent sur leurs investissements spéculatifs. Bien sûr, le Premier Ministre Carney tente de présenter cette mesure comme un effort pour créer des logements abordables. Personne ne croit à cette excuse fallacieuse.

De plus en plus d'informations émergent concernant les détails et le contexte très troublants de ce plan de sauvetage. Avant d'en exposer certains, il est important de souligner que le Comité d'éthique lui-même enfreint les normes déontologiques en refusant d'enquêter¹ sur cette action très préoccupante du Premier Ministre. Le Comité d'éthique a pour mission d'enquêter sur les violations potentielles et soit d'innocenter un homme politique – un parti ou le gouvernement – soit de révéler et de juger les actions qui constituent un conflit d'intérêts, voire une infraction pénale. Le Comité d'éthique actuel, majoritairement composé de membres libéraux, n'a rien fait de tout cela. Au lieu de cela, il a tergiversé, déclarant en substance : « Circulez, il n'y a rien à voir. » et a empêché les membres de l'opposition au sein du Comité de citer des témoins et de mener un examen approfondi.

Cette réaction du comité contrôlé par le gouvernement devrait glacer le sang de tous les Canadiens attachés à la transparence et à la reddition de comptes. Empêcher la divulgation publique des faits et chiffres concernant le plan de sauvetage de 3,2 milliards de dollars et les circonstances douteuses qui l'ont précédé prouve une fois de plus que notre Premier Ministre actuel et son cabinet servile abusent de leur pouvoir et tentent d'induire les Canadiens en erreur quant à leurs motivations et leurs intentions.

Le journaliste d'investigation Sam Cooper a réalisé un travail remarquable en documentant non seulement les aspects financiers et la chronologie du plan de sauvetage, mais aussi la dissimulation au Parlement. Concernant ce plan de sauvetage, Sam présente les faits suivants:²

- En 2014, des promoteurs immobiliers ont déboursé 25 000 \$ par personne pour rencontrer Gregor Robertson, alors maire de Vancouver. Ce dernier est aujourd'hui ministre fédéral du Logement sous le Premier Ministre Mark Carney.
- En février 2026, 17 promoteurs immobiliers spécialisés dans les copropriétés ont déboursé 1750 \$ chacun pour un dîner-débat avec le Premier Ministre Mark Carney.
- Le 3 juin 2026, soit 15 jours seulement avant que le Premier Ministre Carney et le Premier Ministre Eby n'annoncent le plan de sauvetage (l'achat par le gouvernement de 2 200 condominiums invendus à un prix moyen de 600 000 \$), Brookfield Asset Management (la société que M. Carney présidait auparavant et dans laquelle il détient toujours des parts importantes) a conclu une entente avec « Concert Properties, » propriétaire de milliers de condominiums invendus en Colombie-Britannique.
- Brookfield a récemment obtenu un financement de 276 millions de dollars auprès de la Banque de Shanghai. Il est intéressant de constater que notre Premier Ministre cherche à se rapprocher de la Chine tout en dénigrant notre partenariat commercial historique avec les États-Unis. L'histoire ne s'arrête pas là.

Ces faits constituent-ils la preuve d'un conflit d'intérêts ? Non. Toutefois, ils soulèvent suffisamment de questions pour qu'une audition en bonne et due forme devant le Comité d'éthique, la convocation des témoins pertinents et la collecte des faits soient non seulement appropriées, mais indispensables pour que ce comité soit pris au sérieux. S'il refuse d'enquêter sur les agissements douteux du gouvernement, que fait-il pour garantir un comportement éthique de la part des élus?

L'abandon de cette enquête n'est qu'un exemple de plus de l'arrogance et de la corruption du gouvernement. Les scandales financiers semblent poursuivre les libéraux ; tant qu'ils ne feront pas toute la lumière sur ces agissements suspects, ils ne pourront jamais espérer regagner la confiance des électeurs et des contribuables canadiens.

Le Parti de l'Héritage Chrétien (PHC Canada)³ exige que le Comité d'éthique rouvre l'enquête et donne aux personnes impliquées l'occasion de se disculper ou de reconnaître leurs méfaits. Tout autre comportement est indigne de représentants élus dans une « société libre et démocratique. »

Notes de bas de page

¹ www.theepochtimes.com/world/liberals-shut-down-ethics-committee-meeting-on-governments-condo-bailout-plan-6058692

² www.thebureau.news/p/eby-briefed-for-meeting-with-vancouver

³ www.chp.ca/fr/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
